

Consommation et investissement des ménages

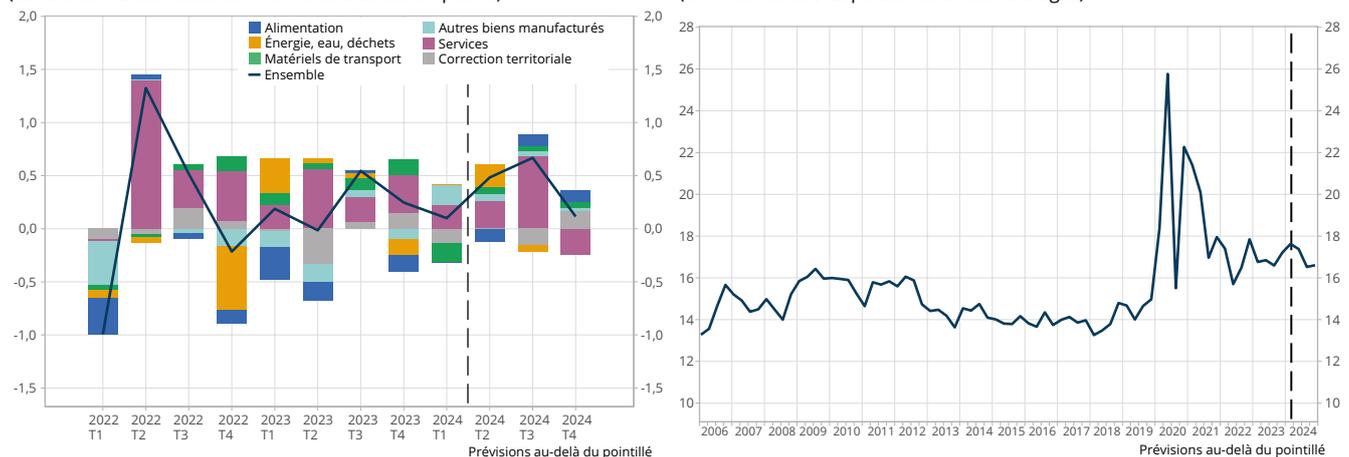
Au premier trimestre 2024, la consommation des ménages a progressé faiblement (+0,1 % après +0,2 %, ► **figure 1**). Les achats de biens se sont stabilisés (0,0 % après -0,6 %) : hors tabac, la consommation alimentaire a redémarré, tandis que la consommation de tabac a fortement chuté (-7,9 %), consécutivement à l'augmentation du prix du paquet de cigarettes en janvier. Au total, cette forte baisse de la consommation de tabac a contribué à hauteur de -0,1 point à l'évolution de la consommation des ménages sur l'ensemble du trimestre. Les achats de biens ont également été pénalisés par le contrecoup sur les ventes automobiles, les ménages ayant anticipé fin 2023 le resserrement des critères d'attribution du « bonus écologique » pour l'achat d'un véhicule électrique début janvier. Dans les services, la consommation a ralenti (+0,4 % après +0,6 %) : si les dépenses en services de transport sont restées allantes, la consommation de services d'hébergement-restauration peine à redémarrer.

Au deuxième trimestre 2024, la consommation des ménages accélérerait (+0,5 %). La consommation de gaz et d'électricité, qui a nettement diminué fin 2023 et ne s'est que très légèrement redressée au premier trimestre 2024 (► **figure 2**), accélérerait nettement au deuxième trimestre et contribuerait ainsi pour +0,2 point à la hausse prévue de

► 1. Consommation trimestrielle passée et prévue (g.) et taux d'épargne des ménages (d.)

(variations trimestrielles en % et contributions en points)

(en % du revenu disponible brut des ménages)



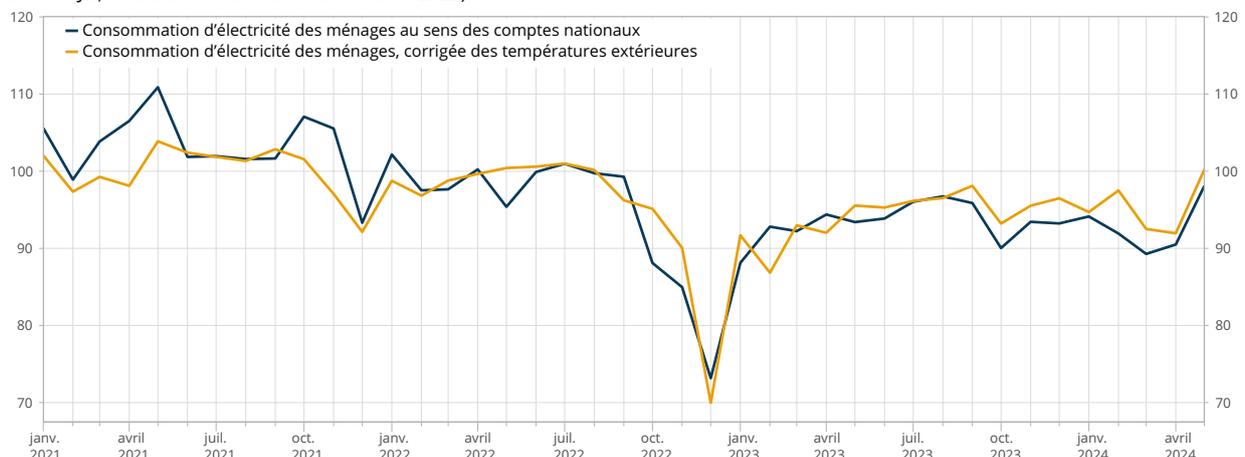
Note : la correction territoriale désigne les achats faits par les résidents français à l'étranger (comptabilisés également en importations), nets des achats des non-résidents réalisés en France (comptabilisés en exportations). Les autres contributions de la consommation des ménages (alimentation, énergie...) portent exclusivement sur la consommation effectuée sur le territoire.

Lecture : au deuxième trimestre 2024, la consommation des ménages augmenterait de +0,5 % par rapport au trimestre précédent. La consommation en énergie, eau, déchets contribuerait à hauteur de +0,2 point à l'évolution de la consommation. Le taux d'épargne des ménages s'élèverait, au deuxième trimestre 2024, à 17,4 % de leur revenu disponible brut.

Source : Insee.

► 2. Consommation mensuelle d'électricité des ménages, avec et sans correction des températures extérieures

(données CVS-CJO, en base 100 au troisième trimestre 2022)



Dernier point : mai 2024.

Lecture : en mars 2024, la consommation d'électricité des ménages a été 11 % inférieure à son niveau moyen du troisième trimestre 2022. Corrigée des effets des conditions météorologiques (plus clémentes que les normales saisonnières), la consommation aurait diminué de 7 % environ par rapport au troisième trimestre 2022.

Source : Insee.

Conjoncture française

l'ensemble de la consommation des ménages sur le trimestre. Corrigée des variations saisonnières, la consommation de gaz et d'électricité a en effet fortement augmenté en mai, notamment sous l'effet de températures fraîches pour la saison. À l'inverse, la consommation alimentaire repartirait de nouveau à la baisse au deuxième trimestre, malgré la décru de l'inflation qui se poursuit sur ces produits. Dans les services, la consommation progresserait globalement à un rythme tendanciel.

Au second semestre 2024, la consommation conserverait le même rythme moyen mais présenterait un profil heurté : la consommation des ménages serait particulièrement dynamique durant l'été (+0,7 %, ► **figure 3**) avant de se stabiliser en fin d'année (+0,1 % au dernier trimestre 2024). En effet, les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, dont environ deux tiers des spectateurs attendus résident en France, augmenteraient temporairement d'environ +0,3 point la consommation des ménages résidents au troisième trimestre (► **éclairage** sur l'effet des Jeux Olympiques et Paralympiques), puis réduiraient d'autant son évolution en fin d'année¹. Cet effet se manifesterait surtout sur les dépenses en « autres services aux ménages », qui seraient élevées de 8 points par rapport à la tendance du fait des achats de billets pour les épreuves, enregistrés à l'été en comptabilité nationale. Dans une moindre mesure, la

¹ Au total, les Jeux Olympiques et Paralympiques soutiendraient à hauteur de +0,4 point la consommation totale sur le territoire français à l'été, mais un tiers de cette hausse ne contribue pas à la consommation prévue des ménages résidents puisque cette part serait portée par les dépenses des touristes non-résidents sur le territoire : cette fraction est donc déduite de la consommation des ménages dans la correction territoriale, et a sa contrepartie en exportations de services de tourisme.

► 3. Consommation trimestrielle des ménages passée et prévue

(variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

Produits	Part dans la consommation ⁽¹⁾	2022				2023				2024				2022	2023	2024
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Ensemble des biens	44 %	-1,9	-0,1	-0,1	-1,7	0,0	-0,5	0,6	-0,6	0,0	0,5	0,4	0,5	-2,3	-1,6	0,4
Biens alimentaires	17 %	-2,0	0,3	-0,3	-0,8	-1,9	-1,1	0,2	-1,0	0,0	-0,7	0,7	0,7	-3,3	-3,5	-0,9
Produits agricoles	3 %	-2,5	-1,1	-0,5	-2,5	-0,5	0,7	0,0	-1,2	-0,2	-1,0	0,7	0,7	-6,2	-2,6	-1,3
Produits agro-alimentaires	14 %	-1,9	0,6	-0,3	-0,5	-2,1	-1,4	0,2	-1,0	0,1	-0,7	0,7	0,7	-2,8	-3,7	-0,9
Cokéfaction et raffinage	4 %	-2,1	-1,4	1,7	-1,3	0,4	-2,1	-0,4	-1,6	1,8	1,0	-0,1	-0,3	1,5	-2,2	0,5
Autres biens manufacturés	19 %	-1,9	0,1	-0,3	0,2	-0,2	-0,1	1,0	0,6	-0,4	0,5	0,5	0,5	-1,0	0,4	1,3
Biens d'équipement	3 %	-0,2	-0,5	-0,1	-2,1	-1,1	-1,3	3,4	-0,3	2,2	1,0	1,0	1,0	-4,0	-2,1	5,0
Matériels de transport	5 %	-1,0	-0,7	1,0	2,9	2,4	1,2	2,2	2,8	-3,4	1,3	1,0	1,0	-1,9	7,8	1,6
Autres produits industriels	11 %	-2,7	0,6	-0,9	-0,4	-1,2	-0,4	-0,1	-0,1	0,5	0,0	0,2	0,2	0,2	-2,1	0,2
Énergie, eau, déchets	5 %	-1,7	-1,1	0,2	-13,5	8,7	1,1	1,1	-3,2	0,3	4,6	-1,0	0,0	-7,0	-2,4	1,4
Ensemble des services	57 %	0,0	2,5	0,6	0,8	0,4	1,0	0,4	0,6	0,4	0,5	1,2	-0,4	9,0	3,1	2,1
Construction	2 %	2,1	-2,3	-1,1	1,5	0,7	-0,3	-0,3	-0,3	0,5	0,2	0,5	0,5	2,5	0,2	0,6
Commerce (2)	0 %	-0,6	-0,2	-0,4	2,9	-0,4	-0,3	-1,1	-0,1	-1,1	1,0	0,0	0,0	1,4	0,8	-1,1
Services marchands hors commerce	46 %	-0,1	3,0	0,7	0,8	0,4	1,0	0,4	0,6	0,4	0,4	1,3	-0,5	10,2	3,2	2,2
Transport	3 %	1,7	6,8	2,3	1,1	0,0	3,0	0,6	1,2	1,0	0,7	2,2	-0,6	34,9	6,6	4,4
Hébergement-restauration	9 %	-2,6	13,6	1,0	0,9	-0,6	2,6	-0,3	0,0	0,1	0,6	1,2	0,0	37,7	5,5	1,6
Information-communication	4 %	-0,3	0,0	1,5	0,9	2,0	0,9	2,2	1,6	1,3	0,5	0,5	0,5	3,3	5,7	4,6
Services financiers	8 %	0,6	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,3	2,4	1,7	1,3
Services immobiliers	19 %	0,4	0,4	0,2	0,5	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	1,6	1,4	1,3
Services aux entreprises	3 %	0,6	0,8	1,0	2,3	0,9	0,8	0,5	1,9	1,1	0,3	0,8	0,6	11,0	4,7	3,8
Services aux ménages	4 %	-0,2	2,3	1,2	0,9	1,0	0,9	-0,2	0,9	0,6	0,3	8,4	-8,0	18,9	3,6	3,7
Services non marchands	5 %	-0,4	-0,1	0,5	1,0	0,7	1,0	0,8	1,6	0,3	0,9	0,3	-0,5	1,9	3,3	2,9
Consommation totale sur le territoire	101 %	-0,9	1,4	0,3	-0,3	0,2	0,3	0,5	0,1	0,2	0,5	0,8	0,0	3,8	1,0	1,4
Correction territoriale	-1 %	10,9	4,5	-19,1	-8,5	2,6	42,2	-5,9	-14,0	14,6	0,1	15,1	-14,1	499,8	6,4	11,3
Importations de services touristiques		1,5	3,8	7,4	4,7	3,8	-4,7	1,9	4,0	3,4	0,6	0,6	0,6	28,4	10,4	7,2
Exportations de services touristiques		3,7	4,0	0,8	2,1	3,6	3,7	0,0	-0,1	5,6	0,5	3,7	-2,9	55,2	9,5	8,1
Consommation totale des résidents	100 %	-1,0	1,3	0,5	-0,2	0,2	0,0	0,5	0,2	0,1	0,5	0,7	0,1	3,0	0,9	1,3

■ Prévisions.

(1) Poids dans la dépense de consommation finale des ménages en euros courants en 2023.

(2) Ce poste correspond aux achats en réparation d'automobiles et de motocycles.

Lecture : au deuxième trimestre 2024, la consommation des ménages en biens alimentaires diminuerait de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

Source : Insee.

consommation en services de transport serait également rehaussée, principalement du fait de l'augmentation de la fréquentation des transports en commun en Île-de-France, ainsi que celle en hébergement-restauration. Corrigée des variations saisonnières, la consommation en gaz et électricité repartirait à la baisse à l'été, saison où la sensibilité de cette consommation aux conditions météorologiques est moindre : elle retrouverait ainsi un niveau plus habituel après le vif rebond du printemps, quoique toujours en retrait de 4 % par rapport au niveau de l'été 2022. Elle se stabiliserait ensuite au quatrième trimestre 2024, sous l'hypothèse de conditions météorologiques standards : les comportements de sobriété observés au cours des deux derniers automnes seraient donc conservés, mais pas amplifiés.

Sur l'ensemble de l'année 2024, la consommation des ménages accélérerait un peu par rapport à l'an passé (+1,3 % en 2024, après +0,9 % en 2023). L'évolution de la consommation serait ainsi proche de celle du pouvoir d'achat des ménages (+1,4 %, ► **figure 4**). En moyenne annuelle, le taux d'épargne serait quasiment stable, à 17,1 % en 2024 après 16,9 % en 2023 : il demeurerait encore supérieur de 2,5 points à son niveau moyen de 2019 (14,6 %), ce qui paraît cohérent avec le niveau toujours élevé du solde d'opinion sur l'opportunité d'épargner (► **figure 5**), déclaré dans l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Cammé). Au trimestre le trimestre, le taux d'épargne diminuerait au second semestre 2024, pour atteindre 16,6 % en fin d'année (après 17,2 % observé un an auparavant) : en effet, la consommation des ménages serait relativement dynamique tout au long de l'année, alors que les gains de pouvoir d'achat ont plutôt été engrangés fin 2023 et début 2024, notamment du fait du calendrier de revalorisation des prestations sociales.

En ce qui concerne l'investissement des ménages, ce dernier a poursuivi sa forte diminution au premier trimestre 2024 (-1,4 %) : si l'investissement en services a commencé à se redresser, porté par un rebond du nombre de transactions dans l'ancien, l'investissement des ménages en construction a poursuivi sa chute (► **figure 6**), même si elle s'est un peu atténuée dans le logement neuf. Au deuxième trimestre, l'investissement des ménages se replierait moins fortement (-0,6 %) : les dépenses d'entretien-amélioration rebondiraient mais sans compenser le nouveau recul de l'investissement en logement neuf. Au second semestre 2024, l'investissement des ménages en construction se stabiliserait progressivement (-0,5 % puis 0,0 %) : les dépenses d'entretien amélioration progresseraient un peu, tandis que la baisse de l'investissement en logement neuf s'atténuerait, traduisant avec retard la stabilisation en cours des mises en chantier. Leur investissement en services serait stable, dans un contexte où la proportion des ménages ayant l'intention d'acheter un logement a cessé de reculer depuis quelques mois (► **éclairage** sur les intentions d'achat de logement). ●

► 4. Consommation et investissement des ménages

(en variations trimestrielles et annuelles, en %, données CVS-CJO)

	2022				2023				2024				2022*	2023*	2024*
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Consommation : <i>variations trimestrielles</i>	-1,0	1,3	0,5	-0,2	0,2	0,0	0,5	0,2	0,1	0,5	0,7	0,1	3,0	0,9	1,3
Pouvoir d'achat : <i>variations trimestrielles</i>	-1,7	-0,7	1,5	1,4	-1,1	0,1	0,2	1,0	0,6	0,2	-0,4	0,2	0,2	0,9	1,4
Taux d'épargne : <i>en % du revenu disponible brut</i>	17,4	15,7	16,5	17,8	16,8	16,8	16,6	17,2	17,6	17,4	16,5	16,6	16,9	16,9	17,1
Investissement : <i>variations trimestrielles</i>	-0,1	-1,3	-2,5	-1,3	-2,7	-2,2	-2,1	-2,0	-1,4	-0,6	-0,4	0,0	-3,3	-8,2	-5,2

■ Prévisions.

* variations annuelles pour les trois dernières colonnes (sauf moyenne annuelle pour le taux d'épargne).

Source : Insee.

Conjoncture française

► 5. Soldes d'opinion des ménages sur l'opportunité d'épargner et de faire des achats importants

(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : juin 2024.

Note : les lignes en pointillés correspondent aux moyennes historiques des soldes, calculées sur la période janvier 1987-décembre 2023.

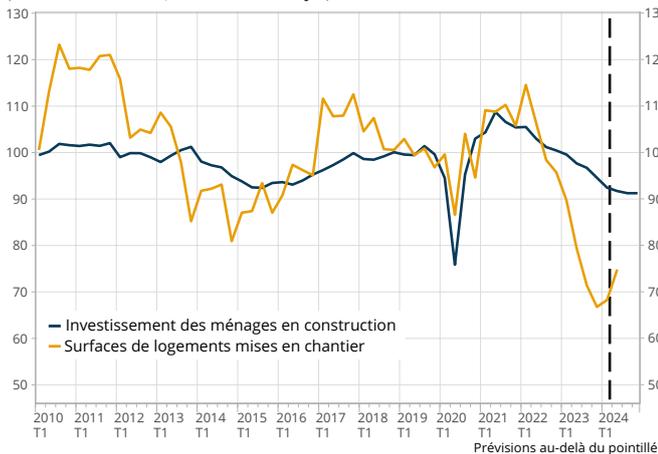
Lecture : en juin 2024, le solde d'opinion des ménages sur l'opportunité d'épargner s'élève à 39 points.

Champ : ménages vivant en logement ordinaire en France métropolitaine

Source : enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme), Insee.

► 6a. Investissement des ménages en construction et surfaces mises en chantier

(base 100 en 2019, données CVS-CJO)



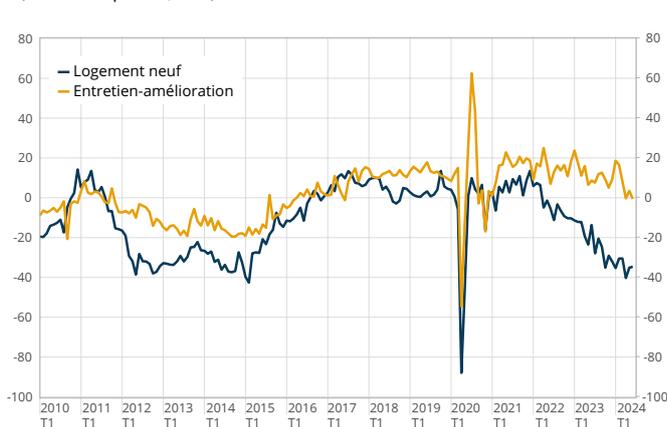
Note : pour les surfaces mises en chantier, le point du deuxième trimestre 2024 correspond aux données des seuls mois d'avril et de mai.

Lecture : au deuxième trimestre 2024, l'investissement des ménages en construction - exprimé en base 100 en 2019 - s'élèverait à 92,6.

Source : Insee et SDES.

► 6b. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction

(soldes d'opinion, CVS)



Dernier point : juin 2024.

Lecture : en juin 2024, le solde d'opinion sur les perspectives d'activité à trois mois dans la construction de logements neufs s'élève à -35 points.

Source : enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment, Insee.